



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Prix du tabac : Assez de la collusion avec l'industrie du tabac !

**Paris, le 8 décembre 2014 :** Dans le cadre du débat du PLFR 2015, lors d'une séance tardive et bien peu fréquentée à l'Assemblée nationale, vendredi 5 décembre 2014, le Secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, a soutenu au nom du Gouvernement des amendements parlementaires convergents qui conduisent à modifier la fiscalité du tabac. Ces amendements ont été adoptés. Cette modification gèle la fiscalité du tabac et casse le mécanisme de hausse automatique des prix, au plus grand profit de l'industrie du tabac.

Quand on trouve, sur des sujets d'une complexité et d'une technicité extrêmes, 23 amendements émanant de parlementaires de tous bords (UMP, UDI, PS), quasiment identiques sur la motivation et parfaitement identiques sur le dispositif, on peut être certain qu'il y a une source unique derrière ceux-ci.

Cette source, tant les informations que nous avons pu recueillir que celles dont tous les médias (JDD au premier chef, presse écrite, radios et télévisions) ont fait état, elle est à chercher du **côté de l'industrie du tabac**, relayée naturellement par les buralistes.

De ce fait, on ne sera guère surpris de constater que tous ces amendements conduisent à favoriser l'industrie du tabac, qui verrait ses revenus augmenter, et à nuire aux intérêts de l'Etat, qui subirait une baisse de ses ressources affectées à la Sécurité sociale. **Ce fait a d'ailleurs été souligné, avec force, lors du débat parlementaire, par Valérie Rabault, Rapporteuse du Budget, ainsi que par Michèle Delaunay, sans recevoir de réelle réponse de Christian Eckert et pour cause.**

Que des parlementaires puissent encore, **oubliant leur mandat qui fait d'eux des députés de la Nation et non des mercenaires de l'industrie du tabac**, se prêter à de tels agissements, c'est consternant.

**Qu'un Ministre de la République** se prête à ce jeu, en donnant un avis favorable et en soutenant avec force des amendements issus de l'industrie du tabac elle-même, cela l'est encore plus.

Que le JDD et de nombreuses sources affirment que **le Président de la République serait l'auteur de cette décision de soutien**, on n'ose même y croire, tant cela serait incompatible avec les propos qu'il a lui-même tenus lors du lancement du Plan Cancer. Il avait, en effet, affirmé alors avec vigueur que les prix étaient le premier levier pour combattre le fléau du tabagisme.

Consternant et gravissime, ce sont les adjectifs qui viennent à l'esprit lorsque l'on pense à la situation de défiance généralisée envers le Politique dont souffre aujourd'hui notre pays.

DNF appelle tous les parlementaires, de l'opposition comme de la majorité, ainsi que le Gouvernement à prendre conscience de la tromperie dont ils ont été la victime et à se ressaisir.

**Il faut que tous les défenseurs la santé publique se mobilisent afin d'empêcher que, sous couvert de fausse harmonisation européenne et de prétendue simplification, on ne renonce à l'arme décisive de la hausse du prix du tabac par l'usage de la contrainte fiscale.**

### A Propos de DNF

L'association DNF intervient quotidiennement depuis 1973 pour défendre les victimes du tabagisme. L'action de DNF en résumé :

- Sensibiliser aux dangers du tabagisme
- Assurer le droit des non-fumeurs à respirer un air sain
- Informer sur les mesures anti-tabac.

DNF a une mission d'utilité publique en France métropolitaine, en France d'Outremer, dans l'Union européenne et à l'International et participe activement à la mise en application de la Convention Cadre de Lutte Anti-Tabac de l'OMS.

Pour plus d'informations :  
[www.dnf.asso.fr](http://www.dnf.asso.fr)

### Contacts Presse :

Céline Fournier,  
Responsable communication  
(05 58 43 07 13 / 06 78 26 07 37)  
[communication@dnf.asso.fr](mailto:communication@dnf.asso.fr)

**Gérard Audureau**  
Président 06 83 51 88 14  
[contact@dnf.asso.fr](mailto:contact@dnf.asso.fr)